LE MUSULMAN LAMBDA N'EXISTE PAS

IDENTITÉ Pratiques religieuses, valeurs morales ou politiques… Tous les critères d'identification virent à la diversité. Mais si l'islam "à la française" n'existe pas, les musulmans, eux, sont bel et bien présents et cherchent pour certains à devenir visibles. Ou, au contraire, à se fondre dans la masse pour ne pas être stigmatisés. **Par Sabrina Kassa**

Lorsqu'on parle des musulmans, le fantasme n'est jamais loin. Voilà pourquoi l'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'Insee ont intégré dans leur enquête "Trajectoires et Origines" (1) des questions sur les pratiques religieuses des immigrés et de leurs descendants français. Il s'agissait de combler les lacunes de la statistique publique en matière d'étude de l'intégration et des discriminations, la religion étant absente du recensement français.

Qu'apprend-on de nouveau ? Pas grand-chose, si ce n'est que les musulmans en France métropolitaine âgés de 18 à 50 ans sont 2,1 millions, ce qui paraît bien loin de certaines estimations avancées dans le débat public. *"En extrapolant aux moins de 18 ans et plus de 50 ans, 4 millions de musulmans vivraient en France, selon l'hypothèse moyenne. Les écarts entre hypothèses étant relativement limités, on peut considérer ce chiffre comme relativement fiable"*, précise Patrick Simon, socio-démographe à l'Ined, qui va bientôt publier une note détaillée à propos de cette enquête.

Les statistiques publiques confirment par ailleurs, que 75 % des musulmans (tout comme les juifs) déclarent une forte religiosité, alors que moins de 25 % des catholiques le font. Et que, chez les musulmans, un regain de religiosité est observé entre 17 et 25 ans.

"En comparant le niveau de religiosité des parents hier à celui de leurs enfants aujourd'hui, on constate néanmoins un mouvement de diminution de la religiosité pour toutes les religions : moins de 10 % des personnes se disent plus religieuses que leurs parents, tandis que 20 % en moyenne se disent moins religieuses. On enregistre en revanche une élévation du niveau de religiosité dans les familles musulmanes immigrées en France depuis le début des années 1980. Ce mouvement général concerne tout autant les parents que les enfants", souligne le socio-démographe.

Quatre millions de musulmans vivraient en France, estime une récente enquête menée conjointement par l'Ined et l'Insee

Et c'est bien sûr vers cette catégorie-là que tous les regards se tournent. Avec en ligne de mire, l'angoisse numéro un en France : les jeunes musulmans virent-ils à l'islam radical ? Autrement dit, la religiosité est-elle le signe du radicalisme et du rejet de l'autre ? Et là, on s'en doute, la statistique n'a pas grand-chose à dire. Si ce n'est qu'elle ne peut rien affirmer de précis sur les pratiques intégristes, mis à part qu'elles ne concernent qu'une fraction limitée de la population musulmane.

L'alliance du Coran et de l'emblème du coq

Aujourd'hui, en France, on peut avoir une pratique religieuse musulmane (ou porter des signes de son appartenance religieuse) tout en étant proche des valeurs du terroir, à l'instar de l'association Fils de France, dont l'emblème est un coq ! Ou être d'extrême gauche et se mobiliser contre l'islamophobie, ou être féministe, ou encore homosexuel… Sans compter tous ceux qui se définissent comme musulmans pour trouver une identité, pourtant mise à mal par le racisme et les discriminations.

Ludovic-Mohamed Zahed, le fondateur d'une mosquée dite "inclusive" (qui reçoit des homosexuels, des transgenres et même des non-croyants) pense que *"ce qui caractérise le plus le changement de pratiques depuis vingt ans en France, c'est la recherche personnelle. Les gens qui viennent vers nous* (les musulmans progressistes de France, ndlr) *investissent beaucoup d'énergie dans une recherche active de sens : ils ont soif de spiritualité !"*

Quant à savoir si les musulmans sont plus conservateurs que les autres, il rappelle que *"ceux qui se sont mobilisés contre le mariage pour tous étaient globalement des catholiques, blancs, bourgeois. Les musulmans étaient sous-représentés : une quarantaine peut-être"*.

Mais que s'est-il donc passé ces vingt dernières années pour que l'islam soit associé systématiquement à la crise, à l'homophobie, au danger ? Pire encore : à la régression. La religion musulmane, longtemps "discrète" en France – ou du moins inaperçue, tant qu'elle était le signe de la présence étrangère (le foulard porté par les anciennes ne gênait personne) – a changé de statut il y a un peu plus de vingt ans, plus précisément depuis "l'affaire du voile" à l'école de 1989.

"Effectivement, la première génération se voyait comme transitoire. Par conséquent, ils n'avaient pas la demande

Patrick Hertzog/AFP

d'inscrire leur foi dans l'espace public. Aujourd'hui, l'islam s'est sédentarisé et il y a dès lors une demande de plus en plus forte de faire reconnaître l'islam dans l'espace occidental", confirme Olivier Roy, spécialiste de l'islam politique (2).

Et le chercheur au CNRS de poursuivre : *"Ensuite, ce qui apparaît comme un "revivalisme" islamique est lié à des formes de déculturation de l'islam. Ainsi, l'islam culturel, disons celui des immigrés des premières générations, ne se voit pas ou plutôt il est accepté par la société parce qu'il est clairement identifié comme le symbole d'une culture étrangère qui ne remet pas en cause l'agencement de l'espace public en France. Alors que la jeune fille inscrite au lycée portant le hijab pose problème car cette jeune fille porte un voile qui s'inspire de la culture française mais donne de cette culture française une définition différente."*

L'enfermement dans un modèle unique

Des élèves voilées, le "problème" s'est progressivement déplacé aux mères voilées, qui sont désormais persona non grata à l'école, et plus récemment aux nourrices portant le voile. Paradoxalement, c'est donc au moment où les musulmans, à l'instar des autres citoyens, se singularisent et se diversifient de plus en plus qu'une chape de plomb semble les écraser pour faire du "musulman" un modèle unique, potentiellement dangereux pour la société, la République, le progrès…

Aussi, comprendre ce que veut dire "être musulman en France" – pour reprendre le titre de trois séries d'émissions diffusées sur le Web en janvier 2013 par Mediapart en parte-

Apposer une étiquette sur les musulmans ? Absurde ! Quoi de commun, en effet, entre ces clients – tous musulmans – qui patientent aux caisses de cette supérette halal ?

nariat avec Beur FM – n'est pas une mince affaire. Morad Aggoun, militant associatif et conseiller à Vaulx-en-Velin (Rhône), racontait alors son refus d'être vu comme "un musulman", bien qu'il dise en être un : *"On a dit de nous que nous étions des enfants d'immigrés, puis des Français de deuxième génération, puis des musulmans… La vérité, c'est que la République me disqualifie en permanence, elle ne veut pas me considérer comme Français à part entière."*

Le désir de rester loin des débats sur l'islam

Aussi pense-t-il, comme de nombreux musulmans en France, qu'il vaut mieux se détacher de ce stigmate pour ne pas contribuer à faire croire que tous les musulmans *"se lèvent le matin avec pour seules préoccupations des questions de religion, ou pensent à l'élection du CFCM, etc."*. Morad Aggoun avoue en connaître beaucoup qui préfèrent ne pas dire qu'ils font le ramadan. *"Ils ne veulent pas avoir à gérer des débats sur l'islam, où il faut en permanence se définir par rapport à l'islam au niveau national ou international…"*

Les "musulmans" en France, pratiquants ou non, militants ou non, croyants ou non, veulent surtout cesser d'être catalogués ! ■

(1) Enquête réalisée entre septembre 2008 et février 2009 auprès de 22 000 personnes en France métropolitaine.
(2) Interview sur l'islam de France publiée dans le numéro "Musulmans de France" de la revue *Confluences Méditerranée* (2006/2, n° 57).

INTERVIEW

VINCENT GEISSER

Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, coauteur de *Nous sommes français et musulmans* (Ed. Autrement, 2010)

"La communauté musulmane n'a jamais été aussi ouverte"

La spiritualité est-elle suffisante pour se dire musulman ?

Cette affirmation n'est pas seulement spirituelle. Elle exprime aussi un besoin identitaire plus général. Au-delà des aspects strictement religieux, se dire "musulman" revêt de multiples dimensions dans la société française d'aujourd'hui. Nombre d'individus mettent en avant leur appartenance à la "communauté musulmane" sans avoir jamais mis les pieds dans une mosquée mais en référence à une forme de "communauté imaginaire".

Y a-t-il un repli communautaire ?

Le terme a une connotation péjorative, voire anxiogène. Il laisse planer l'idée que les musulmans se couperaient progressivement de la société française pour vivre entre eux, dans une sorte de "ghetto choisi". Or, c'est l'inverse qui se produit. La communauté musulmane n'a jamais été aussi ouverte au point qu'elle intègre de plus en plus de nouveaux croyants et pratiquants venus d'autres horizons spirituels et philosophiques.

On ne peut nier pour autant qu'il existe aussi chez certains musulmans le "syndrome du bocal", c'est-à-dire la volonté de trouver dans la "communauté" un refuge et un remède à tous les maux sociaux… Dans un contexte français dominé par les discriminations, il est parfois tentant pour certains musulmans de vivre dans ce cocon. Cette tendance est aussi observable au sein d'autres "communautés", notamment chez les juifs de France.

Comment s'opère cette réappropriation du stigmate ?

Dans les années 1980-1990, les individus s'auto-définissaient plutôt par leurs origines nationales (Algérien, Marocain, Tunisien, Turc, Sénégalais, etc.), leur filiation familiale (enfants d'immigrés, enfants de harkis) ou leur localité de vie (Marseillais, Lillois, Parisiens du Nord…). Ces formes d'affirmation identitaire n'ont pas complètement disparu mais elles se combinent fréquemment avec une affirmation communautaire de type : *"Je suis musulman(e)."*

La bascule se fait au moment où la société française islamise son regard sur l'immigré. 1989 : première affaire du voile ; 1993 : nouvelle série de fantasmes autour du foulard islamique dans les écoles publiques, pour arriver en 2004 avec l'adoption d'une loi anti-hijab dans les établissements scolaires, sous couvert d'interdiction des signes religieux.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'affirmation de la conscience musulmane en France et en Europe constituerait la réaction mécanique au racisme ambiant. Il existe aussi des formes positives d'islamité : les musulmans d'Europe se réapproprient une partie de leur héritage culturel et religieux de manière positive. Mais on ne peut nier que le racisme a été un puissant accélérateur de ce processus de communautarisation et de réappropriation dudit "stigmate".

Finalement, à force d'évoquer la communauté musulmane à tort et à travers, la société française a fini par créer la "communauté musulmane" qu'elle redoutait. Et on voit d'anciens étudiants maghrébins gauchistes athées, des pro-laïques, des éradicateurs algériens, des enfants d'immigrés plutôt distants à l'égard de la religion des parents se réappropriant cette identité musulmane et la brandir avec fierté. ■

Propos recueillis par Sabrina Kassa

Thierry Ardouin/Tendance Floue